

COP21 : les mouvements sociaux et leurs alliés appellent à la transformation des systèmes alimentaires

En parallèle de la conférence sur le climat à Paris, les mouvements sociaux et leurs alliés, réunis au sein de la Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau, défendent la justice climatique et les vraies solutions à la crise climatique.

Le système alimentaire actuel est responsable de 44 à 57 pour cent des émissions de gaz à effet de serre produites dans monde, dont une grande partie provient de l'agriculture industrielle à grande échelle. Les émissions produites par l'agrobusiness sont particulièrement liées à la déforestation, comme conséquence de l'expansion des monocultures, aux méthodes agroindustrielles de production dépendantes des combustibles fossiles (pétrole, engrais, pesticides, entre autres), aux fermes usines, au transport et l'entreposage des marchandises, à la transformation et l'emballage des denrées ainsi qu'à une quantité astronomique d'aliments gaspillés ou jetés.

Les producteurs d'aliments à petite échelle, y compris les femmes et les hommes pratiquant l'agriculture paysanne et familiale, la chasse et la cueillette, la pêche artisanale, l'élevage sédentaire et nomade, travaillant en zone rurale, habitant les forêts et les zones urbaines, et issus des peuples autochtones, sont de plus en plus directement touchés par les effets de la destruction du climat et par les violations des droits humains qui en découlent. Ils appellent à la transformation radicale des systèmes alimentaires en modèles fondés sur la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, lesquelles s'appuient sur l'accès des communautés et des producteurs d'aliments à petite échelle aux terres et aux autres ressources naturelles, source de vie, et redonnent à ces acteurs le contrôle sur celles-ci.

Les mouvements sociaux dénoncent les fausses solutions pour lutter contre la crise climatique actuellement discutées par les États et largement dictées par les entreprises, telles que l'agriculture intelligente face au climat, les marchés du carbone (REDD/REDD+), le piégeage et stockage du carbone, la fracturation hydraulique, l'énergie hydroélectrique ou l'Initiative pour le carbone bleu. Présentées comme « solutions » à la crise climatique provoquée par les activités humaines, elles intensifient la privatisation et la financiarisation de la nature, conduisant à toujours plus d'accaparements de ressources, d'expropriations de populations et de violations de droits humains. Ceci n'est pourtant pas surprenant puisque les premiers responsables de la destruction de l'environnement, dont l'objectif est également de préserver le modèle économique et le système alimentaire industriel actuels, sont aussi ceux qui proposent ces fausses solutions.

La Convergence et ses membres soulignent que ce qu'il faut ce ne sont pas des *alternatives*, mais de *vraies solutions*. Ces vraies solutions à la crise climatique ne viendront pas du modèle industriel actuel ; elles sont, plutôt, enracinées dans les expériences pratiques des populations au niveau local, développées et vécues par ces populations, jour après jour, partout dans le monde. Ces vraies solutions, variées et adaptées au contexte local, ont comme point commun qu'elles reposent sur les besoins et les droits des populations travaillant en milieu rural et de leurs alliés des zones urbaines. Ces solutions demandent des changements systémiques et une réorientation fondamentale qui s'écarte des propositions formulées par et pour une élite minoritaire. Une partie importante de la réponse au changement climatique réside dans la transformation de nos systèmes alimentaires en s'appuyant sur la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.

Comme l'a indiqué l'alliance *Hands on the Land for Food Sovereignty*, allié et soutien de la Convergence, l'alimentation constitue un enjeu central dans la discussion sur le climat. Le temps est donc venu d'opérer un changement de paradigme dans nos modes de production, de distribution et de consommation pour répondre à la crise climatique engendrée par l'homme. Le contrôle des peuples sur la terre, l'eau, la pêche et les semences est une condition préalable pour la justice climatique et la concrétisation des droits humains.

Venez participer à notre débat public à Paris « Refroidir la planète : les communautés en première ligne des changements climatiques mènent la lutte »

Suivez les dernières nouvelles via @Land_Water

Pour plus d'information, veuillez contacter Seufert[at]fian.org